

Événement
PRÉSENTATION DU PROJET
Page 2

Bilan Sarkozy
LA SANTÉ MISE À MAL
Page 3

60 engagements pour la France



N° 640
DU 4 AU 10 FÉVRIER 2012

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline
• **CO-DIRECTRICE DE LA PUBLICATION** • Marie-Emmanuelle Assidon
• **RÉDACTRICE EN CHEF** Stéphanie Platat
• **JOURNALISTE RÉDACTRICE** Charlotte Collonge (76 58) • **PHOTO** Philippe Grangeaud (76 00) Mathieu Delmestre • Patrick Kovarik / AFP • **MAQUETTE** Florent Chagnon (79 44) • **FLASHAGE ET IMPRESSION** PGE (94) Saint-Mandé
• N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223
• ISSN 127786772
"L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 27 500 exemplaires



L'AGENDA

6 février

► Déplacement
François Hollande
à Dijon

15 février

► Événement
Grand meeting de
François Hollande
à Rouen

Retrouvez l'agenda sur
parti-socialiste.fr



60 engagements pour le changement

François Hollande va bien. Il l'a confirmé à une journaliste soucieuse de savoir s'il révélerait son état de santé en cas de victoire à la Présidentielle, lors de la présentation de ses « 60 engagements pour la France », le 26 janvier 2012, à la Maison des métallos à Paris. À la fois sérieux, précis mais prompt à la répartie, il s'est ensuite prêté au jeu des questions réponses avec la presse. « *Lucidité, volonté, justice et clarté* », tels sont les quatre principes directeurs de son projet a-t-il expliqué. Face à « *la gravité de la situation et à l'ampleur de la crise* », il souhaite demander un effort accru aux plus aisés, tout en protégeant les classes moyennes. Pour « *rétablir l'équilibre des comptes à l'horizon 2017* », il supprimera 29 milliards d'euros de niches fiscales et diminuera les dépenses publiques. Il a évoqué le bilan du « *président sortant* », sans jamais le nommer, notamment les prélèvements obligatoires « *qui devaient baisser de quatre points et qui sont passés de 43,4 à 44,8 %*,

soit près de 30 milliards supplémentaires qui pèsent sur les Français », a dénoncé François Hollande. Il a également souligné la croissance du chômage et les « *quatre millions de personnes confrontées à la précarité et à la perte d'emploi* » ; le déficit commercial supérieur à 75 milliards d'euros. Outre ce bilan très sombre de l'état du pays, il a également évoqué les vingt milliards d'euros de dépenses nouvelles contenues dans son projet. « *Toutes les mesures présentées sont financées* », a-t-il assuré. Elles seront compensées par des économies sur le budget et des prélèvements sur les entreprises. Le candidat socialiste entend bien mettre en œuvre ses réformes structurelles dès la première année (sur la fiscalité, la décentralisation, la maîtrise de la finance, etc.).

Un projet en quatre axes

Redresser la France

Pour relancer la production, l'emploi et la croissance, François Hollande veut créer une Banque publique d'investissement orientée vers les PME qui seront une « *priorité* ». Il mobilisera l'épargne des Français en leur faveur, en créant un livret d'épargne industrie. Il doublera le plafond du livret développement durable. Trois taux d'imposition différents seront mis en place selon la taille des entreprises. Il demandera l'adoption, au sein de l'UE, d'une directive sur la protection des services publics. Les banques seront « *mises au service de l'économie* ». L'épargne populaire sera garantie, le crédit à la consommation encadré. François Hollande s'engage à rétablir l'équilibre budgétaire en fin de mandat.

Redonner espoir aux nouvelles générations

Le candidat socialiste a défendu son « *contrat de génération* » pour lutter contre le chômage. Celui-ci doit permettre l'accompagnement d'un jeune embauché en CDI par un salarié plus expérimenté, ainsi maintenu dans l'emploi jusqu'à la retraite. 150 000 emplois d'avenir seront créés. Le financement de la formation sera concentré sur les "plus fragiles" et les moyens de Pôle emploi seront renforcés. 60 000 postes supplémentaires seront créés en cinq ans dans l'éducation. Une « *allocation d'études et de formation sous condition de ressources* » sera mise en place pour les étudiants. Le nombre de jeunes sortant sans qualification du système scolaire devra être « *divisé par deux* » en 2017. En matière environnementale, il s'engage à réduire « *la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75 à 50 % à l'horizon 2025* ». « *Je fermerai la centrale de Fessenheim et je poursuivrai l'achèvement du chantier de Flamanville (EPR)* », a-t-il promis. Pour la culture, il veut revenir à un taux de TVA à 5,5 % sur les livres et remplacer la loi Hadopi.

Rétablir la justice

Il engagera la réforme fiscale promise avec la fusion à terme de l'impôt sur le revenu et de la CSG, l'imposition des revenus du capital comme ceux du travail, la création d'une tranche supplémentaire de 45 % pour les revenus supérieurs à 150 000 euros, la limitation à 10 000 euros par an de l'avantage fiscal tiré des niches. Une nouvelle réforme des retraites sera négociée dès l'été 2012, mais ceux qui ont 60 ans et toutes leurs annuités pourront partir à la retraite immédiatement. François Hollande prévoit également la réforme de la tarification des hôpitaux, la lutte contre les déserts médicaux, l'encadrement des dépassements d'honoraires, la baisse du prix des médicaments et la suppression du droit d'entrée à l'aide médicale d'État. Le logement n'est pas oublié : sont prévus l'encadrement des loyers, la construction de 2,5 millions de logements intermédiaires, sociaux et étudiants, le renforcement de la loi SRU, etc. Les couples homosexuels se verront reconnaître le droit au mariage et à l'adoption. Une loi sanctionnera le non-respect de l'égalité femmes-hommes. Un écart maximal de rémunérations de 1 à 20 sera imposé aux dirigeants des entreprises publiques.

Une République exemplaire et une France qui fait entendre sa voix

Les principes fondamentaux de la loi de 1905 sur la laïcité seront inscrits dans la Constitution, « *sous réserve des règles particulières applicables en Alsace et en Moselle* ». Le statut pénal du chef de l'État sera réformé, sa rémunération et celle des ministres seront réduites de 30 %. Il fera voter une loi sur le non-cumul des mandats et accordera « *le droit de vote aux élections locales aux étrangers résidant légalement en France depuis cinq ans* ». « *Une nouvelle sécurité de proximité* » sera mise en œuvre avec des « *zones de sécurité prioritaires* », et « *1 000 postes supplémentaires seront créés chaque année pour la justice, la police et la gendarmerie* ». Il garantira l'indépendance de la justice et des magistrats. Une nouvelle étape de la décentralisation sera engagée. Il envisage une réforme de la fiscalité locale pour donner plus d'autonomie aux collectivités locales. Enfin sur le plan international, il engagera un « *retrait immédiat* » des troupes françaises d'Afghanistan « *à la fin 2012* ».

« Le courage, c'est de redresser la France dans la justice »



« Je voudrais revenir sur l'intervention télévisée du président que j'ai écoutée comme beaucoup de Français. J'ai trouvé le président un peu crispé, parlant de sujets techniques dans une totale improvisation, sans doute pour masquer ce qu'il ne voulait pas présenter comme l'élément majeur, c'est-à-dire l'augmentation de la TVA. [...] La TVA Sarkozy c'est à la fois une erreur économique profonde et une injustice sociale.

C'est peut-être la seule cohérence de Nicolas Sarkozy : il a inauguré son mandat sous le sceau de l'injustice sociale en mettant en place ce bouclier fiscal pour protéger les plus privilégiés et il le termine par l'annonce d'une autre injustice sociale – celle de faire payer par les classes populaires et les classes moyennes une mesure apportée aux entreprises. C'est une injustice sociale, car quand on consomme la quasi totalité de son revenu, on prend la TVA de plein fouet.

C'est aussi une faute économique car plus de TVA, c'est une augmentation des prix, donc moins de consommation, moins de relance de la croissance et évidemment plus de chômage. S'il y en a un qui s'en souvient, c'est Alain Juppé puisque la TVA Juppé de 1995, c'était la mesure qui nous était annoncée comme étant la façon de sortir de la crise. On a vu les résultats : effondrement de la croissance, du pouvoir d'achat de la consommation et derrière la croissance, l'emploi.

Cette situation économique était d'ailleurs un des éléments qui a conduit le président Chirac à dissoudre l'Assemblée nationale. Je suis bien placée pour savoir ce qu'était la situation de l'époque

puisque j'ai dû m'occuper de l'emploi juste après. Avec Lionel Jospin nous avons fait l'inverse.

Nous avons commencé par relancer de manière ciblée le pouvoir d'achat pour pouvoir relancer la croissance et l'emploi. Ce qui est une nécessité absolue si l'on veut y compris réduire les dettes et les déficits.

En fait, le vrai projet Sarkozy est un troisième plan d'austérité auquel il ajoute une modification du droit du travail. Quelques coups de canifs supplémentaires avec des soi-disant accords compétitivité emploi qui en réalité sont des accords de précarité et de baisses des salaires. On veut faire en sorte qu'un accord d'entreprise puisse défaire des éléments qui relèvent de la loi. On veut dire aux salariés, "vous devez accepter une réduction de salaire". Ce n'est pas comme cela que l'on construit la compétitivité. Il faut augmenter la qualité de notre gamme productive, il faut de l'innovation, de la qualification. C'est ainsi que nous agissons avec François Hollande.

Derrière cette mesure, il y a eu d'autres propositions notamment sur le logement. Nicolas Sarkozy a échoué sur le logement comme il a échoué dans tous les autres domaines qui touchent la vie des Français.

Il faut construire plus et pour construire plus, il faut du foncier. Notre proposition c'est que l'État donne le foncier disponible aux collectivités locales qui vont faire du logement. Enfin, et François Hollande le propose, il faut faire en sorte que ces logements soient mixtes d'où le passage de 20 à 25 % de logements sociaux dans une commune et la multiplication par cinq des pénalités lorsque ceux-ci ne sont pas réalisés.

Le président nous a parlé de la taxe sur les transactions financières qu'il a annoncée depuis deux ans sans arrêt et sans la faire. Il propose de taxer 0,1 % sur les actions et quelques autres produits, ce qui revient à

remettre en vigueur l'impôt de bourse qu'il a lui-même supprimé. Cela doit rapporter un milliard. C'est bien loin de la taxe de 0,05 % sur l'ensemble des transactions financières que nous défendons et qui pourrait rapporter 12 milliards à la France.

J'en terminerai en employant un mot qu'aime bien Nicolas Sarkozy : "le courage". On a l'impression qu'il lui est difficile de dire qu'il est candidat. Pour enfin avoir un geste de transparence à la fin de son mandat, cela aurait été une bonne chose qu'il nous l'annonce. Le courage aurait pu aussi consister à reconnaître son échec et pas à en faire porter la responsabilité et le prix aux Français. Le courage aurait été de revenir sur des décisions calamiteuses qu'il a qualifiées de décisions courageuses, par exemple le fait de faire payer les mutuelles avec une augmentation de deux milliards d'euros pour notamment les classes moyennes. Le vrai courage, c'est ce que propose François Hollande : s'attaquer aux responsables de la crise, le monde de la finance. Le courage, c'est de dire aussi à nos partenaires européens que nous allons dans le mur, que si l'Europe a besoin de sérieux budgétaire, nous nous voulons réduire la dette et les déficits en France, mais nous savons que sans croissance, nous n'arriverons jamais à réduire les déficits et la dette. Le courage, c'est de redresser la France dans la justice, ce n'est pas de faire payer les plus faibles.

Les dimanches se suivent et ne se ressemblent pas. Au Bourget, on a vu un François Hollande avec une vision pour espérer, avec une vraie volonté pour transformer. Hier, nous avons vu un président sans cap, sans solutions. Ces deux interventions ont au moins le mérite de clarifier l'élection présidentielle faute d'avoir clarifié les candidats. L'austérité et la précarité, voilà ce que nous propose Nicolas Sarkozy. Le redressement et la justice, voilà ce que propose François Hollande. »



L'info en continu

Thierry Repentin, responsable du pôle habitat, politique de la ville

Jean-Yves Le Bouillonnet, en charge du logement au sein du pôle habitat, politique de la ville
25/01/12

Logements

« Alors que François Hollande a proposé plusieurs mesures visant à construire davantage de logements compatibles avec les revenus des Français, l'État propose d'alléger les obligations de la commune de Neuilly-sur-Seine en matière de logement des classes populaires et des classes moyennes. C'est la deuxième fois que l'ancien fief du chef de l'État est soumis à la Commission de suivi de la loi SRU. Depuis, la ville n'a pas tenu les objectifs de production qui lui sont imposés. La droite veut une nouvelle fois faire croire qu'avec tout juste 4 % de logements sociaux, elle est au maximum de ses capacités. »

Alain Vidalies, responsable du pôle travail, emploi

Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole de François Hollande
25/01/12

Pôle emploi

« Le ministre du Travail a présenté la feuille de route de Pôle emploi. Avec la réduction du nombre de postes et l'augmentation du nombre de chômeurs, le burn-out guette ses agents. On ne peut pas jouer de manière politicienne avec 4,4 millions de personnes au chômage ou en situation de sous-emploi. Pôle emploi doit avoir les moyens de prendre en charge correctement les demandeurs d'emploi, une politique offensive de création d'emplois doit être engagée, elle passera par la réindustrialisation, par le soutien aux PME qui sont les principales créatrices d'emplois, et par un véritable effort en direction des jeunes. »

